

DECISION N°2026 – Pdt/25/002
portant délégation de signature au directeur de l'interrégion Centre Ile-de-France
et à ses principaux collaborateurs
de l'Institut national de recherches archéologiques préventives (Inrap)

Le président,

Vu le code du patrimoine, et notamment ses articles L.523-1 et suivants,

Vu le décret n°2002-450 du 2 avril 2002 modifié portant dispositions applicables aux agents de l'Institut national de recherches archéologiques préventives,

Vu le décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique,

Vu le décret n°2016-1126 du 11 août 2016 portant modification des statuts de l'Institut national de recherches archéologiques préventives,

Vu le décret du 8 janvier 2024 portant nomination du président de l'Institut national de recherches archéologiques préventives,

DECIDE

Article 1. – Délégation est donnée à **Monsieur Sébastien HENNICK, directeur de l'interrégion Centre Ile-de-France**, à l'effet de signer au nom du président, dans les mêmes conditions et dans la limite de ses attributions :

- les projets d'opération et tout acte en recettes ;
- les conventions relatives à la réalisation de **diagnostic** par l'Institut, passées avec les personnes projetant d'exécuter des travaux au sens de l'article L.523-7 du code du patrimoine ;
- les devis, contrats et marchés relatifs à la réalisation de **fouilles** par l'Institut, passés avec les personnes projetant d'exécuter des travaux au sens de l'article L.523-9-II du code du patrimoine ;
- les conventions de collaboration avec les responsables scientifiques d'opération désignés par l'Etat qui n'appartiennent pas au personnel de l'Institut, ainsi que les conventions avec les experts ou spécialistes nécessaires à la réalisation des opérations d'archéologie préventive ;
- les conventions ponctuelles de coopération avec les collectivités territoriales ou groupements de collectivités territoriales, hormis les conventions prévoyant le versement par l'Institut de subventions et hormis les conventions de groupement avec un ou des opérateurs d'archéologie préventive pour répondre aux appels d'offres passés, aux fins de réalisation de fouilles, par les personnes projetant d'exécuter des travaux au sens de l'article L.523-9-II du code du patrimoine ;
- tout acte en dépense passé par l'Institut pour répondre aux besoins de la Direction interrégionale, d'un montant inférieur à 45 000 € HT, concernant notamment les commandes -hors marché à bons de commande - ou les marchés et ordres de service, les décisions de poursuivre ou tous les actes d'exécution afférents ainsi que les contrats, à l'exception des baux, en matière de travaux, fournitures et services ;
- les bons de commande quel que soit leur montant s'inscrivant dans le cadre de marchés à bons de commande et relevant du budget alloué à la Direction interrégionale ;

- les ordres de mission, à l'exception de ceux relatifs à un déplacement en dehors de la métropole, afférents aux agents de l'Institut placés sous l'autorité du directeur de l'interrégion et aux responsables scientifiques extérieurs ainsi que les états de frais et les demandes de remboursement de frais de ces agents et personnalités ;
- l'état récapitulatif des frais de déplacement, la signature de cet état de frais de déplacement à rembourser aux agents, valant approbation des conditions de déroulement de la mission et prise en charge des frais induits ;
- les conventions conclues avec des étudiants de l'enseignement supérieur ou des élèves scolaires, et l'établissement d'enseignement pour la réalisation de stages effectués au sein de la Direction interrégionale et dont la gratification n'excède pas le seuil minimal fixé par la sécurité sociale, dans la limite du budget alloué à la Direction interrégionale ;
- les actes et décisions relatifs à la rupture ou au terme des conventions de stage effectué au sein de la Direction interrégionale ;
- les demandes d'avance périodique, les demandes d'avance spécifique et les demandes d'avance conventionnelle sur frais de fonctionnement de chantiers et sur frais de déplacement, ainsi que les états de frais correspondants ou les demandes de remboursement de frais, les ordres de service permanents et les ordres de service temporaires des personnes habilitées à intervenir sur un chantier d'opération archéologique ;
- les certificats administratifs et les demandes de remboursement de frais dans le cadre de menues dépenses ;
- les procès verbaux de mise à disposition du terrain et les procès verbaux de fin de chantier ;
- les procès verbaux de réception des opérations de fouille et les décomptes généraux définitifs des travaux ;
- les autorisations de prises de vues photographiques et de tournage d'importance régionale ;
- les copies certifiées conformes des pièces des dossiers relevant de la compétence de la Direction de l'interrégion.

Article 2. – En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Sébastien HENNICK, délégation est donnée à **Monsieur Pierre VALLAT, secrétaire général** auprès du directeur de l'interrégion Centre Ile-de-France, à l'effet de signer au nom du président, dans les mêmes conditions et dans la limite de ses attributions, tous les actes visés à l'article 1^{er}.

Article 3. – En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Sébastien HENNICK et de Monsieur Pierre VALLAT, délégation est donnée à **Monsieur Luc BERNARD, secrétaire général adjoint** auprès du directeur de l'interrégion Centre Ile-de-France, à l'effet de signer au nom du président, dans les mêmes conditions et dans la limite de ses attributions, tous les actes visés à l'article 1^{er}.

Article 4. – Délégation est donnée, sous l'autorité de Monsieur Sébastien HENNICK, à **Mesdames Catherine MARCILLE, Séverine CHAUDRILLER**, et à **Messieurs Thibaud GUIOT et Pierre DUTREUIL**, tous les quatre **directeurs-adjoints scientifique et technique** auprès du directeur de l'interrégion Centre Ile-de-France, à l'effet de signer au nom du président, dans les mêmes conditions et dans la limite de leurs attributions respectives :

- les projets d'opération qui portent sur les opérations d'archéologie préventive relevant de leur compétence ;
- les procès-verbaux de mise à disposition du terrain ;
- les procès-verbaux de réception des opérations de fouille et les décomptes généraux définitifs des travaux ;
- les procès-verbaux de fin de chantier.

Article 5. – Du 12 janvier au 30 juin 2026, délégation est donnée, sous l'autorité de Monsieur Sébastien HENNICK, à **Madame Sophie BENHADDOU, directrice-adjointe scientifique et technique** auprès du directeur de l'interrégion Centre Ile-de-France, à l'effet de signer au nom du président, dans les mêmes conditions et dans la limite de ses attributions :

- les projets d'opération qui portent sur les opérations d'archéologie préventive relevant de leur compétence ;
- les procès-verbaux de mise à disposition du terrain ;

- les procès-verbaux de réception des opérations de fouille et les décomptes généraux définitifs des travaux ;
- les procès-verbaux de fin de chantier.

Article 6. – Délégation est donnée, sous l'autorité de Monsieur Sébastien HENNICK, à **Mesdames Anne AUGEREAU, Caroline MAGITTERI, Patricia GUINCHARD-PANSERI et Monsieur Antoine DAVID**, tous les quatre **délégués au directeur-adjoint scientifique et technique** auprès du directeur de l'interrégion Centre Ile-de-France, à l'effet de signer au nom du président, dans les mêmes conditions et dans la limite de leurs attributions respectives :

- les projets d'opération qui portent sur les opérations d'archéologie préventive relevant de leur compétence ;
- les procès-verbaux de mise à disposition du terrain ;
- les procès-verbaux de réception des opérations de fouille et les décomptes généraux définitifs des travaux ;
- les procès-verbaux de fin de chantier.

Article 7. – Du 12 janvier au 30 juin 2026, délégation est donnée, sous l'autorité de Monsieur Sébastien HENNICK, à **Madame Alexandra MONDOLONI et à Monsieur Cyril GIORGI**, tous les deux **délégués au directeur-adjoint scientifique et technique** auprès du directeur de l'interrégion Centre Ile-de-France, à l'effet de signer au nom du président, dans les mêmes conditions et dans la limite de leurs attributions respectives :

- les projets d'opération qui portent sur les opérations d'archéologie préventive relevant de leur compétence ;
- les procès-verbaux de mise à disposition du terrain ;
- les procès-verbaux de réception des opérations de fouille et les décomptes généraux définitifs des travaux ;
- les procès-verbaux de fin de chantier.

Article 8. – La présente décision entre en vigueur à compter de sa signature.

Article 9. – Le directeur de l'interrégion Centre-Ile-de-France de l'Institut national de recherches archéologiques préventives est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Bulletin officiel du ministère de la Culture et sur le site Internet de l'Institut.

Fait à Paris, le 12 janvier 2026
en un seul exemplaire original

Le président de l'Institut national de
recherches archéologiques préventives,
Dominique Garcia